

DÉCLARATION

DU FRONT DES ORGANISATIONS DES DERNIÈRES COLONIES SOUS DOMINATION FRANÇAISE



Alors que le premier ministre français n'a pas encore formé son gouvernement, les gesticulations du ministre de l'intérieur démissionnaire et les avertissements alarmistes du quai d'Orsay concernant l'Azerbaïdjan ne trompent personne.

La prochaine étape sera certainement l'interdiction absolue signifiée aux « ressortissants français » de se rendre sur le territoire concerné. Cette décision serait totalement arbitraire, contraire aux « droits de l'homme » et à « la libre circulation des biens et des personnes ». L'agitation des services de l'Etat français n'a qu'une visée : empêcher le Groupe d'Initiative de Baku de continuer son mandat délivré par les Pays non alignés au sein de l'ONU.

La mission de ce Groupe vise à mettre un terme à la colonisation dans le monde.

La France mesure la détérioration de son image au niveau international lorsque les pays membres du GIB relatent, à l'international, de quelle façon le « pays des droits de l'homme » a conquis ces territoires et comment ont été et sont toujours traitées les populations autochtones, le cas actuel de la Kanaky étant le plus probant à ce niveau.

Le Front des organisations des dernières colonies sous domination française s'élève contre ces méthodes d'un autre âge, remises au goût du jour par un pays politiquement à la dérive qui n'hésite plus à user des subterfuges les plus grossiers et les plus antidémocratiques pour sauvegarder ses dernières colonies et les intérêts inhérents qui lui permettent de conserver sa place dans le hit-parade des grandes puissances maritimes.

Pour notre part, nous continuerons à œuvrer, avec le Groupe d'Initiative de Baku, dans le cadre défini par l'O.N.U., ou tout autre partenaire que nous jugerons nécessaire pour obtenir enfin notre indépendance et sauvegarder les intérêts de nos peuples respectifs!